



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 5 novembre 2018

Contre la vie chère, il faut augmenter les salaires !

Depuis plusieurs semaines, des appels se sont multipliés sur les réseaux sociaux pour bloquer routes et ronds-points le 17 novembre. Si cette initiative contre la hausse des taxes sur le carburant trouve un tel écho, c'est pour de bonnes raisons : le gouvernement et le patronat sont à l'offensive pour faire les poches aux travailleurs. Pour ne pas se laisser appauvrir, sans faire le jeu des patrons ou de l'extrême droite, il faut contre-attaquer !

La colère est légitime

Oui, il y a toutes les raisons de se révolter aujourd'hui. Contre les bas salaires qui sont bloqués pas depuis des années alors que l'inflation repart à la hausse ; contre les petites pensions grevées par la hausse de la CSG ; contre les allocations qui stagnent voire baissent, comme les APL ; contre les loyers élevés ; contre les taxes qui s'accumulent sur le dos des travailleurs et qui finissent en cadeaux fiscaux pour les plus riches.

Le prix du carburant pèse surtout sur les budgets des ménages. Quand on sait que la TVA et autres taxes représentent 60 % de la facture, il y a autant de raisons de s'en prendre au gouvernement qu'aux entreprises du secteur pétrolier qui font des profits record avec la hausse du prix du baril.

L'hypocrisie de la « fiscalité écologique »

Comment le gouvernement justifie-t-il cette augmentation ? L'urgence écologique, dit-il ! La hausse des prix est censée encourager les solutions alternatives à la voiture individuelle, et les taxes devraient financer la transition énergétique. C'est le comble de l'hypocrisie.

Car quelles sont les alternatives à la voiture quand on vit en zone rurale, quand il y a peu de transports en commun ou que les infrastructures délabrées rendent chaque trajet aléatoire ? Est-ce en taxant les pauvres qu'on va améliorer le réseau de transports collectifs ? Au contraire : le gouvernement (et ses cars Macron !) privilégie la route au ferroviaire qui souffre de sous-investissement chronique. Les hausses continues des taxes sur les carburants ne sont pas un geste pour la planète mais servent à colmater le budget de l'État amoindri par les cadeaux au patronat. Au bout du compte, ces hausses finissent par enrichir les capitalistes au titre des subventions et autres exonérations fiscales.

Alors oui, il faut préserver l'environnement, mais en s'en prenant aux vrais responsables : les

entreprises qui polluent, les constructeurs automobiles qui truquent les tests anti-pollution, et l'État qui devrait garantir des transports gratuits. Ce n'est pas aux travailleurs de rogner sur leurs salaires.

Sur qui compter pour riposter ?

Aujourd'hui, c'est le patronat du transport qui est à la manœuvre pour faire pression sur le gouvernement en menaçant de bloquer les routes un samedi. Certains patrons bénéficient déjà d'exonérations de taxes sur les carburants. Ils savent, ensemble, faire entendre leurs intérêts propres, bien loin de ceux des salariés.

Du côté des centrales syndicales et de la gauche, on dénonce à juste titre l'instrumentalisation par l'extrême droite de ces appels à bloquer, mais on ne propose pas grand-chose pour contrer les attaques qui se succèdent. C'est pourtant cette passivité qui ouvre un boulevard à Le Pen ou Dupont-Aignan, qui sont en embuscade pour faire du 17 novembre une opération anti-Macron dans la perspective des prochaines élections. Mais eux ne parlent pas de nos salaires. Ils critiquent seulement les taxes et disent vouloir davantage d'exonérations pour les patrons. Leur démagogie n'a rien à voir avec les intérêts du monde du travail.

Passer à l'offensive

Depuis longtemps les travailleurs sont sur la défensive. Aujourd'hui la colère gronde chez des millions de salariés contre la hausse du coût de la vie. Il serait urgent qu'ils prennent l'initiative avec leurs propres revendications : avant tout l'augmentation générale des salaires et des pensions, et leur indexation sur les prix (dont celui du carburant). Sans croire au miracle de la « baisse des cotisations », qui grève les budgets des comptes sociaux et que les milieux populaires finissent donc par payer. C'est par une mobilisation massive et déterminée que nous ferons reculer le patronat et le gouvernement à son service.

Film anglais mal sous-traité

De plus en plus parmi nous sont tenus de passer au « dojo sécurité ». Nous devons y suivre une « formation-propagande » de deux heures pendant laquelle on nous explique que les problèmes de sécurité sur le site viennent de comportements individuels et ne sont surtout pas de la responsabilité de la direction.

Point d'orgue de la démonstration : une vidéo assommante (c'est le cas de le dire) sur un accident du travail sordide qui serait arrivé en Grande-Bretagne. Avec un salarié qui a tout faux (il finit handicapé et inquiet pour homicide involontaire) et une entreprise exempte de tout reproche.

Heureusement que les Benny Hill de la sécurité à Lardy débordent d'idées hilarantes : ils n'ont trouvé qu'un bâtiment complètement vétuste pour faire leur show.

Le royaume du non-sens

Entre le bâtiment L26 et l'espace café L65, la direction a mis en place... pas moins de 4 voies piétonnières ! Un trottoir le long du L26, un chemin le long du L65 et 2 passages piétons dont un flambant neuf.

Probablement un moyen de baisser les cotisations d'accident du travail (ristourne CRAMIF) mais rien de concret pour notre sécurité. Heureusement que le ridicule ne tue pas, les indicateurs « sécurité au travail » vireraient au rouge !

Si loin, si proche...

Après la police de proximité, après les RH de proximité, on apprend dans un tract CGT que la direction invente maintenant une nouvelle catégorie d'élus du personnel : les représentants de proximité. Ceci faisant suite aux ordonnances Macron censées redonner travail et prospérité à tous. L'histoire ne dit pas de qui ils devront être proches : de la direction ? ou des salariés ?

Une chose est sûre, si on veut que les conditions de travail et les salaires augmentent, rien à attendre de ceux qui passent plus de temps en réunion avec la direction qu'au boulot avec les salariés. C'est sur nos propres forces qu'il faut compter.

Il faut les enfermer !

Fin septembre, le PDG de PSA a expliqué que lui et ses amis patrons de Peugeot étaient devenus des « psychopathes de la performance ». Il annonçait une « période extrêmement chaotique » et expliquait que les salariés allaient devoir s'adapter pour « survivre dans cet environnement ».

Avec ses 18 000 € par jour, il est sans doute paré pour son délire survivaliste. Mais on est pas atteint par sa maladie, donc pas question de faire les frais

de ce système absurde piloté par des dingues assoiffés de profit.

Brésil : des militaires au gouvernement pour mener la guerre aux travailleurs

Après sa victoire à l'élection présidentielle, Bolsonaro a commencé à dévoiler son projet de gouvernement : à la Défense, un général prêt à employer des snipers pour mener une vraie guerre aux favelas ; à l'Éducation, un autre militaire qui souhaite enseigner les bienfaits de la dictature de 1964 à 1985, ainsi que le créationnisme ; un « superministère » de l'Économie et de l'Industrie dirigé par un professeur d'économie enrichi en spéculant sur les marchés financiers et visé par deux enquêtes pour fraude, de quoi donner du travail à son compère de la Justice, censé lutter contre la corruption !

Répression et idées rétrogrades au service du patronat, pas étonnant que la Bourse de São Paulo batte des records.

USA : la guerre de Trump contre les migrants

À la veille des élections de mi-mandat, Trump attise la peur de l'étranger pour gagner des voix. Il saisit le prétexte que quelques milliers de migrants honduriens, fuyant l'insécurité et la misère, avancent vers les États-Unis pour créer la panique. Alors que déjà le mur séparant les USA du Mexique est de plus en plus infranchissable : conséquence, le nombre de sans-papiers arrêtés à la frontière est l'un des plus bas de ces vingt dernières années.

Mais Trump met en scène une « invasion » imaginaire pour envoyer 15 000 soldats à la frontière avec permis de tuer d'éventuels lanceurs de cailloux. Il prétend, entre autres mensonges, que ces migrants honduriens seraient truffés de terroristes orientaux, payés par les démocrates ou le milliardaire juif Soros. Et, en bateleur d'estrade, il promet de supprimer par décret (ce qui est impossible) le droit garanti par la Constitution, qui accorde la citoyenneté aux enfants nés sur le sol américain. Pas sûr que les électeurs s'y laisseront prendre.

Meeting du NPA à Évry le jeudi 15 novembre

Dans la 1ère circonscription de l'Essonne qui englobe Évry, Corbeil, Villabé, Courcouronnes, Lisses et Bondoufle, des élections législatives partielles auront lieu le 18 novembre pour remplacer Valls, l'ex-premier ministre partisan de la Loi Travail en 2016, qui est allé chercher fortune du côté de Barcelone.

Le NPA sera présent dans ces élections pour porter un programme de lutte pour les salariés. Pour en discuter avec les candidats anticapitalistes, rendez-vous le 15/11 à 20h30 à la Mairie annexe d'Évry.